



INSTITUT LIBÉRAL

Au service de la liberté

Concurrence des monnaies contre monopole de l'euro

RICHARD EBELING

La créature politique de la monnaie unique européenne n'a aucune justification économique. L'Europe pourrait encore éviter le gouffre budgétaire qu'implique l'euro.

Si l'Europe fait face aux troubles actuels, on ne peut oublier que l'euro est une construction des gouvernements et des planificateurs en matière monétaire qui ont imposé l'euro sur le continent. A l'image du Dr Frankenstein, ils sont aujourd'hui pris de vitesse et incapable de maîtriser leur créature.

Il est essentiel de rappeler que l'euro n'est pas une institution qui a émergé sur un marché libre. C'est une création politique inspirée par les gouvernements français et allemand, en rupture avec les aspirations et les décisions de leurs propres citoyens. Les référendums sur la mise en œuvre de l'euro ont été soigneusement évités; quant aux pays qui ont eu à se prononcer, ils ont souvent répondu «Non». Seules la crainte ou des pressions politiques extérieures ont poussé un nombre croissant de pays à rejoindre l'eurozone, quand bien même l'intégration économique et la prospérité étaient tout à fait possibles sans l'instauration d'une monnaie monopolistique.

La prétention de la connaissance

Les dirigeants européens, français en particulier, ont envisagé la monnaie européenne comme moyen de s'affirmer sur la scène internationale dans la période postsoviétique face à la domination financière et politique des États-Unis. La monnaie unique a été conçue comme instrument dans le jeu de la diplomatie et des influences stratégiques. Les références aux «coûts de transaction» économisés du fait de l'adoption d'une monnaie unique s'étendant de l'Atlantique aux frontières de la Russie n'étaient que de la communication masquant des desseins politiques plus ambitieux: des États-Unis d'Europe centralisés et réglementés depuis Bruxelles, influencés par Paris et Berlin pour les grandes décisions.

D'un point de vue économique, toutes les justifications apportées à l'appui d'une monnaie unique émise et gérée par une banque centrale européenne ont été autant d'exemples de ce que l'économiste autrichien et prix Nobel Friedrich Hayek a nommé «la prétention de la connaissance».

N'oublions jamais que l'activité des banques centrales est une forme de planification. Une banque centrale fixe de manière monopolistique la masse monétaire. Elle détermine la quantité de monnaie en circulation et, de facto, altère la valeur de chaque unité monétaire, c'est-à-dire son pouvoir d'achat. Elle peut aussi décider (au moins à court terme) des taux d'intérêts, ce qui influe tant sur le montant des investissements que sur leur direction.

Tout au long du XXe siècle, les gouvernements n'ont cessé de faire appel aux banques centrales pour combler leurs déficits budgétaires par la création monétaire — et ils continuent aujourd'hui. Les conséquences d'une telle impéritie en matière monétaire ont été de longues périodes d'inflation (qui ont fait fondre les stocks d'épargne), des distorsions des prix de marché ayant déséquilibré l'épargne et les investissements aussi bien que l'offre et la demande, et enfin une désincitation à accumuler du capital et à développer une vision stratégique à long terme pour les entreprises.

Hayek nous avait avertis contre les dangers d'un monopole monétaire en Europe, défendant à la place des monnaies en concurrence entre lesquelles les citoyens pourraient librement choisir. Hayek expliqua qu'en raison de l'influence des doctrines keynésiennes sur la politique macroéconomique et monétaire, les gouvernements ont été immuablement guidés par des objectifs à court-terme au service de groupes d'intérêts particuliers. La conséquence en a été l'usage abusif de la planche à billets pour satisfaire les exigences en apparence insatiables de groupes influents ou privilégiés. L'inflation en a résulté.

Le libre choix monétaire

Hayek en tira la conclusion qu'une méthode devait être trouvée pour libérer les citoyens de tout contrôle monopolistique sur les intermédiaires de l'échange (la monnaie). La réponse qu'il suggéra consiste à les laisser utiliser la monnaie qu'ils désirent choisir, quelle qu'elle soit. Il écrivit :

«Il ne peut y avoir de garantie plus efficace contre l'abus par le gouvernement de ses prérogatives que la liberté pour les individus de refuser toute monnaie qui ne leur inspire pas confiance pour préférer une autre monnaie. De même, il ne peut exister de plus vive incitation pour les gouvernements à maintenir la stabilité de leur monnaie que la connaissance de ce simple fait: aussi longtemps qu'ils maintiendront l'offre de monnaie à un niveau inférieur à la demande, cette demande tendra à croître. Dès lors, privons les gouvernements (ou leurs autorités monétaires) de tout pouvoir monopolistique qui leur permet de protéger leur monnaie contre la concurrence: s'ils ne peuvent plus dissimuler la mauvaise qualité de leur monnaie, alors ils devront en restreindre les volumes en circulation.»

A l'heure actuelle, les gouvernements demeurent, ainsi que le dit Hayek, sous l'influence d'idéologies qui insistent sur le devoir de l'État de réguler le marché au service de groupes d'intérêts puissants, de redistribuer la richesse, de maintenir des «filets de sécurité» contre les nombreux revers de la vie. Les budgets et les déficits de nombreux pays de l'Union européenne, aussi bien que la crise budgétaire dont ils souffrent, le démontrent plus qu'il n'est nécessaire.

Ceux qui dirigent l'euro présument encore à l'heure actuelle qu'ils disposent de la sagesse et des compétences nécessaires pour cibler un taux d'inflation particulier ou fixer les taux d'intérêts au niveau qu'ils considèrent «optimal». Mais de même que le Gosplan dans l'ex-URSS n'était ni suffisamment sage ni suffisamment informé pour diriger avec succès la production de chaussures ou de pain, les dirigeants de la Banque centrale européenne ne peuvent savoir ce que doivent être les taux d'intérêt ou le niveau de l'inflation. Les taux d'intérêt doivent être fixés par le marché afin d'équilibrer les stocks d'épargne avec la demande de crédits.

Les dangers de l'inflation

On dit que le mot chinois pour «crise» signifie aussi bien «danger» qu'«opportunité». Il est certain que l'irresponsabilité budgétaire de

nombreux gouvernements de l'UE précipite aujourd'hui les structures économiques et financières de ces pays vers de graves dangers. Et même en espérant que la Banque centrale européenne puisse les en sortir — ou retarder l'inévitable jusqu'à ce qu'«un jour», «quelque chose» permette de sortir de ce borbier sans avoir à assumer les conséquences de décennies de mauvaise gestion publique — cela signifiera qu'une dynamique inflationniste dangereuse aura été enclenchée. Le seul moyen pour la BCE de noyer ce problème est en effet d'imprimer d'abondantes quantités de papier-monnaie. Au cours des derniers siècles, l'Europe a pu voir à plusieurs reprises où cela conduisait.

L'opportunité pour sortir de la crise consiste à admettre que l'euro fut une mauvaise idée. Il est nécessaire que les gouvernements de l'eurozone entament un plan de «retrait ordonné» vers leurs monnaies nationales. Ce ne serait pas la première fois qu'une monnaie unique se dissoudrait en plusieurs monnaies. Une telle situation s'est produite en 1919, du fait de la désintégration de l'ancien empire austro-hongrois. Plus récemment, la dislocation de l'Union soviétique en quinze républiques indépendantes en 1991, la séparation de la Tchécoslovaquie ou l'éclatement de la Yougoslavie ont été de nouveaux exemples. Des leçons doivent être tirées de ces épisodes historiques. Elles méritent d'être soigneusement étudiées et appliquées afin de mener à bien la fin de l'«expérience» de l'euro en minimisant les turbulences dans un environnement fiscal et financier où chaque gouvernement européen devra redresser l'économie de son propre pays.

Même à court terme, quelle que soit la difficulté de cette transition, les pays européens dont les difficultés budgétaires sont les moins importantes éviteront ainsi d'être pris au piège dans une spirale néfaste par leurs voisins les plus irresponsables, ce qui sera le cas s'ils restent au sein d'une zone monétaire unique. De surcroît, si de multiples devises devaient à nouveau circuler en Europe, ce devrait être accompagné, ainsi que l'a suggéré Hayek, par la liberté pour les citoyens de tous ces pays de choisir celle qu'ils préfèrent détenir et utiliser dans l'échange. Les gouvernements ne doivent point tenter d'enfermer leurs citoyens derrière des barrières monétaires.

La liberté dans l'échange des monnaies agirait comme une puissante incitation pour chaque gouvernement européen à mener une politique budgétaire plus responsable, s'ils ne veulent pas voir leur propre monnaie se déprécier par rapport aux autres devises. Cela agirait comme autre forme de discipline extérieure poussant les dirigeants à conduire localement des politiques plus stables et plus durables, ainsi que Hayek l'a souligné.

Où l'Europe s'enfermera-t-elle, par contraste, dans une marche aveugle vers un gouffre monétaire et budgétaire qu'elle pourrait pourtant choisir d'éviter?

Richard Ebeling est professeur à l'Université Northwood et membre du Conseil académique de l'Institut Constant de Rebecque. Des versions de cet article ont été publiées dans Agefi Magazine, ainsi que par l'Institut Turgot, Paris.

Mars 2011

